

ARCELORMITTAL PIPES AND TUBES ALGERIA

Sonatrach sollicitée pour intégrer le capital

Le groupe ArcelorMittal a sollicité tout récemment l'entreprise nationale des hydrocarbures Sonatrach pour une participation au capital social de sa filiale ArcelorMittal Pipes and Tubes Algeria (AMPTA), spécialisée dans la production de tubes sans soudure (TSS) destinés aux pipes, conduites de gaz et pouvant également servir dans l'hydraulique.

Créée en 1976 sous la direction du groupe Sider, la TSS a été cédée en 2007 dans le cadre du partenariat avec l'indien Mittal, qui avait acquis en 2001 70% des actifs du complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Cette tuberie a produit, depuis, des tubes produits sur commande de la Sonatrach et Sonelgaz, ses deux principaux clients.

Entre-temps, un problème de qualité avait surgi en 2010 entraînant la résiliation de tous les contrats de fourniture de la Sonatrach qui, par la suite, a exigé d'AMPTA une API. Depuis, la tuberie sans soudure est

sans plan de charge avec près de 400 travailleurs au chômage technique et une masse salariale totalement prise en charge par la direction générale d'ArcelorMittal Annaba. Cette information, confirmée par un cadre d'AMPTA, a fait le tour des ateliers du complexe sidérurgique d'El-Hadjar dans l'enceinte duquel est implantée la filière AMPTA. Son capital social est détenu à hauteur de 70% par le groupe sidérurgique dont le siège est au Luxembourg et le reste, soit 30%, par le groupe des entreprises sidérurgiques algériennes (Sider). Du côté du syndicat,



Photo : Samir Sid

l'on se félicite déjà de cette opportunité qui permettrait à Sonatrach de devenir son propre producteur afin de répondre à ses besoins en tubes. C'est du reste le contenu de la déclaration faite par le secrétaire général par intérim du conseil syndi-

cal d'ArcelorMittal Annaba, Mourad Daifallah : «La cession de la tuberie au profit de Sonatrach serait une bonne chose pour l'Algérie. En ce sens qu'elle permettra à Sonatrach de ne plus importer de tubes pour satisfaire ses besoins, de veiller

aussi à la qualité de la production et de rassurer les 360 salariés quant à leur avenir avec également des opportunités de création de nouveaux emplois directs et indirects.» De leur côté, les travailleurs concernés ont appris avec beaucoup d'optimisme cette nouvelle. Elle intervient, par ailleurs, à un moment où le conseil syndical d'ArcelorMittal se prépare au renouvellement de ses membres. Une opération à l'origine de la mésentente entre les représentants de la direction et leurs partenaires sociaux quant au découpage des cellules électorales que l'employeur veut réduire. Finalement, tout est rentré dans l'ordre et les deux parties ont réussi à trouver un terrain d'entente et aplanir ainsi leur différend. Un accord sur le nombre des délégués a été conclu en ce début de semaine, a-t-on appris de source syndicale.

A. Bouacha

YOUCEF YOUSFI EXPLIQUE LES AMENDEMENTS DE LA LOI SUR LES HYDROCARBURES :

«Toutes les taxes seront maintenues, y compris celle sur les superprofits»

Dans l'entretien accordé hier à la Chaîne III de la Radio algérienne, le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, apporte des éclaircissements sur la nouvelle démarche du gouvernement en matière d'énergie.

Lyas Hallas – Alger (Le Soir) – Le gouvernement, explique M. Yousfi, part d'un constat : «La demande énergétique croît à un taux qui n'a jamais été égalé auparavant. L'Algérie consomme environ 40 millions de tonnes équivalent pétrole (l'énergie produite par la combustion d'une tonne de pétrole moyen représente environ 11 600 KWh, ndlr) chaque année et cette consommation risque de doubler dans quinze ou dix-sept ans. La consommation de l'électricité augmente à un rythme annuel de 14 à 18% et celle du carburant enregistre une croissance de 15 à 20%, ce qui est extrêmement élevé».

L'amendement de la loi sur les hydrocarbures, ajoute-t-il, s'inscrit ainsi dans «une démarche visant à sécuriser nos approvisionnements énergétiques sur le long terme, tout en maintenant un niveau des exportations compatible avec les besoins de financement de l'économie nationale». «La réflexion sur le long terme nous amène à prioriser nos actions : intensifier l'exploration pour augmenter les réserves des hydrocarbures, investir dans le raffinage et la production d'électricité de façon à sécuriser les approvisionnements énergétiques», énumère-t-il.

Et d'explicitier son propos : «Les explorations devraient s'opérer dans le sud-ouest et le nord, régions peu prospectées, et aussi en off-shore. Nos géologues et géochimistes pensent qu'il y a un potentiel là où il y a des bassins sédimentaires. Nous avons une idée sur ce potentiel mais il faut aller pour voir s'il y a des hydrocarbures dans ces régions. Nous visons aussi à encourager l'exploitation des petits gisements ou ceux à la limite de la rentabilité et les gisements qui exigent le recours à des technologies particulières comme la récupération tertiaire et les opérations de stimulation.»

Le monopole sur le transport on-shore rétabli

Le gros des amendements prévus consistent en la réintroduction de mesures qui étaient en vigueur depuis les nationalisations et qui ont été supprimées par la loi 07-05. «Pour sécuriser les approvisionnements, la loi dans sa nouvelle version redonne la possibilité à

l'Etat de la réclamer et prélevée sur la production du pétrole et du gaz en nature. Elle rétablit aussi le monopole de transport des hydrocarbures dans le pays. Sonatrach qui avait ce monopole depuis la nationalisation des hydrocarbures en 1971, reste propriétaire à 100% de l'ensemble des canalisations sur nos terres (on-shore)», souligne M. Yousfi.

A la question de savoir si une telle disposition ne fera pas fuir les investisseurs étrangers, M. Yousfi rétorque : «Ce qui intéresse les partenaires étrangers, ce n'est pas d'être propriétaires des canalisations mais d'avoir un tarif de transport raisonnable. Nous disposons de 18 000 km de canalisations et Sonatrach va en installer d'autres si besoin est. Elles lui font gagner de l'argent. Nous avons une agence de régulation des hydrocarbures, en dehors de Sonatrach. Elle garantit l'accès à ces canalisations et établit les tarifs qui doivent être appliqués sur les différents utilisateurs.»

Fiscalité pétrolière et taxe sur les superprofits : quels sont les amendements ?

C'est la substance même de l'amendement de la loi, selon M. Yousfi. Si aucune taxe n'est supprimée : «Nous ne bouleversons pas l'architecture fiscale. Un opérateur doit payer un nombre de taxes à l'Etat : la taxe tertiaire (sorte de location de la terre sur laquelle il fait ses explorations, la taxe sur l'eau, la taxe sur le revenu pétrolier (TRP) qui est la plus importante, l'impôt complémentaire sur le revenu et la redevance. Nous ne les touchons pas», déclare-t-il.

De nouveaux taux ont été établis : «Il y a différents paliers en ce qui concerne la taxe sur le revenu pétrolier. La nouveauté est dans le critère qui détermine le passage d'un palier à un autre. Dans la loi 05-07, le passage était basé sur le chiffre d'affaires. Chose qui a été beaucoup critiquée par nos partenaires étrangers.

C'était possible à l'époque lorsque le baril du pétrole oscillait entre 20 et 30 dollars. Un opérateur devait exploiter le gisement pendant cinq ou six ans avant de passer d'un palier à un autre. Maintenant, avec un baril entre 100 et



Photo : Samir Sid

120 dollars et des coûts de production qui explosent, il atteint ce chiffre d'affaires en quelques mois. La loi amendée introduit un autre critère à savoir le taux de rentabilité. Il est de 10 à 20 %. Ce sont des taux qui sont utilisés dans l'industrie pétrolière.»

Idem pour la redevance : «Dans la loi amendée, le taux appliqué pour la redevance peut varier d'une région à une autre ou d'un gisement à un autre. Tout dépend des difficultés géologiques ou si le gisement dispose d'installations ou non.»

Le plus significatif, par ailleurs, est qu'aucune taxe ne sera appliquée avec un effet rétroactif. Ainsi, indique M. Yousfi, la taxe sur les superprofits est révisée : «Elle concerne exclusivement les contrats établis dans le cadre de la loi de 1986. Nous avons cependant introduit un écrémage des superprofits. Si un opérateur bénéficiant de conditions favorables –une redevance et un taux de rentabilité raisonnables–, découvre un grand gisement qui lui fait réaliser beaucoup de bénéfices et que sa rentabilité dépasse un certain niveau, l'Etat peut l'écramer et prendre une bonne partie de ces profits. Un écrémage qui peut aller jusqu'à 80 %.»

Ces amendements ont-ils été décrétés pour maîtriser des questions d'ordre économique ou sont-ils le résultat de pressions étrangères ? M. Yousfi relativise : «Ce sont des revendications de nos partenaires étrangers, c'est vrai. Le résultat d'une pression ? Non ! Notre préoccupation est la sécurisation de nos approvisionnements énergétiques sur le long terme.»

L. H.

PROCÈS EN APPEL AUJOURD'HUI DE L'AFFAIRE ALGÉRIE TÉLÉCOM

La défense se renforce par un avocat français

Ambiance particulière aujourd'hui à la cour d'appel d'Alger. Et pour cause, la tenue du procès en appel d'Algérie Télécom, et ce, après trois reports. Ce mardi, la défense sera renforcée par un apport externe, soit l'arrivée d'un avocat français inscrit au barreau de Paris. Il fait partie du collectif de défense de Chani Medjdoub.

Abder Bettache - Alger – (Le Soir) - Attendue pour hier lundi, soit la veille du procès, la conférence de presse des avocats des deux mis en cause dans cette affaire n'a pas eu lieu. Les avocats de la défense ont décidé de faire l'impasse sur ce rendez-vous, préférant que celui-ci n'intervienne qu'après le procès. Cela dit, ce procès en appel sera riche en événements d'autant que la défense sera renforcée par l'arrivée d'un avocat venu spécialement de France. Ce dernier, dit-on, est un pénaliste spécialiste des questions relevant du délit économique. Sur un autre plan, on évoque l'épineuse question de la présence ou non au procès de Fermin Dominique, l'employé de la banque Natixis basée au Luxembourg.

Pour rappel, les avocats de la défense avaient demandé à la cour de convoquer en sa qualité de «témoin-clé» le banquier luxembourgeois. D'ailleurs, pour eux, l'absence de ce dernier ne fera que «confirmer la peine de 18 ans de prison retenue contre les deux accusés», à savoir Mohamed Boukhari, ancien conseiller du P-dg d'Algérie Télécom et Chani Medjdoub, homme d'affaires algéro-luxembourgeois. Il y a moins d'un mois, les avocats de la défense avaient organisé une conférence de presse, lors de laquelle ils avaient dénoncé «une procédure qui dénie le droit aux justiciables». Pour le collectif d'avocats de la défense, «sans la présence d'un témoin-clé dans l'affaire», à savoir Fermin Dominique, employé de la banque Natixis au Luxembourg, «le droit de ces accusés sera bafoué et violé».

Ainsi, tour à tour M^e Bourayou, M^e Chelgham et M^e Bellarif, avocats de Medjdoub Chani et Samir Sidi-Saïd, ont plaidé «la présence des témoins qui est plus qu'impérative», car, ajoute-t-on «c'est sur la base de leurs déclarations à la commission rogatoire que les deux accusés ont été inculpés». Pour Khaled Bourayou, «il sera impossible de plaider cette affaire sans la présence des témoins».

Pourtant, explique-t-on, «le magistrat est obligé de reproduire tous les documents à discuter d'une manière contradictoire en audience». Parmi ces documents, le procès-verbal de l'audition de Fermin Dominique par la police judiciaire, le 10 octobre 2011, au Luxembourg, où il raconte ses différentes rencontres avec Boukhari et surtout l'ouverture de comptes structures (sociétés offshore) et un autre compte au nom de Boukhari. Dans le même procès-verbal d'audition, Fermin affirme que «Chani ne connaissait pas Boukhari» et Chani Medjdoub «avait fait des recherches en Algérie et qu'il n'avait pas trouvé d'élément s'opposant à une entrée en relation professionnelle» avec Boukhari.

Selon M^e Bellarif, cette déclaration de Fermin «confirme que Chani ne connaissait pas Boukhari». En somme, poursuivis et condamnés par le tribunal de Sidi M'hamed à une peine de 18 ans de prison ferme pour «corruption et blanchiment d'argent» (entre 2002 et 2006), et après avoir interjeté appel, Mohamed Boukhari, ancien conseiller du P-dg d'Algérie Télécom (en détention), et Medjdoub Chani, homme d'affaires algéro-luxembourgeois, cité dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest (en détention), sont donc cités à comparaître, aujourd'hui, avec deux sociétés chinoises, ZTE et Huawei, devant la chambre pénale près la cour d'Alger. Le procès sera sans aucun doute riche en événements. Des rebondissements sont dès lors attendus.

A. B.